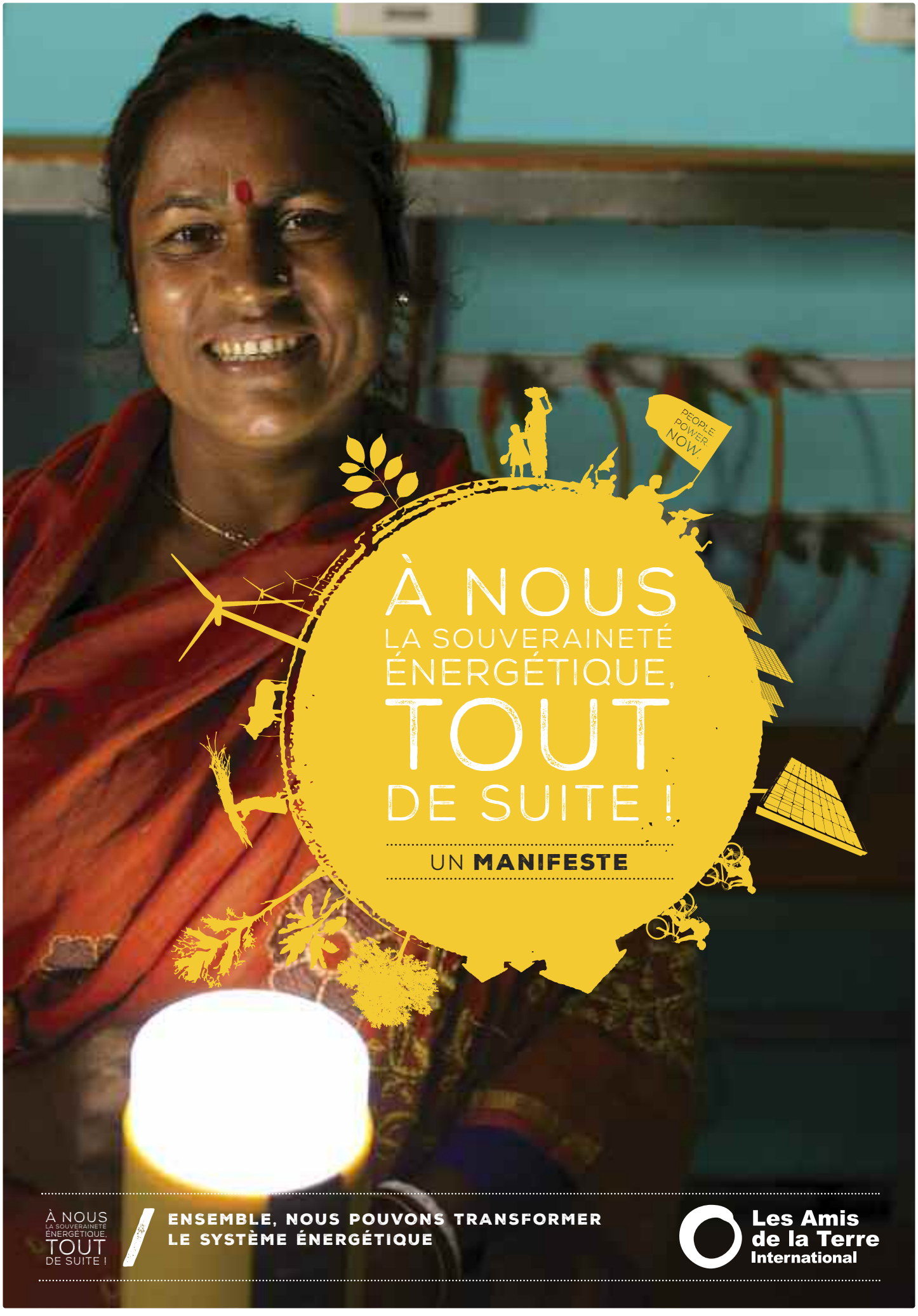


À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !

UN **MANIFESTE**

ENSEMBLE, NOUS POUVONS TRANSFORMER LE SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

Les Amis de la Terre International

À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !

ENSEMBLE, NOUS POUVONS TRANSFORMER LE SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

amis de la terre international
NOVEMBRE | 2018

LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL EST LE PLUS GRAND RÉSEAU ÉCOLOGISTE AU MONDE : IL COMPTE 75 ORGANISATIONS MEMBRES ET PLUS DE DEUX MILLIONS D'ADHÉRENTS ET DE SYMPATHISANTS.

NOTRE VISION EST CELLE D'UN MONDE EN PAIX, DURABLE. UN MONDE FONDÉ SUR DES SOCIÉTÉS VIVANT EN HARMONIE AVEC LA NATURE. NOUS IMAGINONS UNE SOCIÉTÉ FAITE D'HOMMES ET DE FEMMES VIVANT DANS LA SOLIDARITÉ, LA DIGNITÉ, L'UNITÉ, L'ÉPANOUISSEMENT. UNE SOCIÉTÉ AU SEIN DE LAQUELLE L'ÉGALITÉ ET LES DROITS HUMAINS ET DES PEUPLES SONT UNE RÉALITÉ. CETTE SOCIÉTÉ SERA FONDÉE SUR LA SOUVERAINETÉ ET LA PARTICIPATION DES PEUPLES. ELLE SERA ANCRÉE DANS LA JUSTICE SOCIALE, ÉCONOMIQUE, ENVIRONNEMENTALE, AVEC UNE VRAIE ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES. ELLE SERA LIBRE DE TOUTE FORME DE DISCRIMINATION ET D'EXPLOITATION, COMME LE NÉOLIBÉRALISME, LA MONDIALISATION AU PROFIT DES ENTREPRISES, LE NÉOCOLONIALISME ET LE MILITARISME. NOUS SOMMES CONVAINCUS QU'UN MEILLEUR AVENIR EST PROMIS À NOS ENFANTS GRÂCE À NOS ACTIONS.

Auteur principal : Lucy Cadena. **Éditrice :** Fiona Broom. **Collaborateurs :** Ahlyah Ali, Dipti Bhatnagar, Sara Shaw. Du matériel supplémentaire a été fourni par Anne Schiffer. **Remerciements :** Susann Scherbarth, Meena Raman, Yuri Onodera, Ricardo Navarro, Mariana Porras, Bobby Peek, Michael Karikpo, Karen Orenstein et Celia Alldridge. Le présent manifeste est le résultat des apports des organisations d'Amis de la Terre d'Asie-Pacifique, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine & les Caraïbes. Il s'inspire aussi de ce que nous avons appris avec quelques-uns des alliés précieux que nous avons dans le mouvement international pour la justice climatique. Nous remercions tout particulièrement la *Global Campaign to Demand Climate Justice* pour son aide et son soutien, et pour son travail infatigable en faveur du changement de système et de la justice climatique. **Conception graphique :** www.onehemisphere.se **Photo de couverture :** la population de Banishanta utilise des lampes solaires alimentées par un ensemble de panneaux solaires fixés sur le toit du siège du conseil municipal, aux Sundarbans, au Bangladesh. **© Luka Tomac/Les Amis de la Terre International.**

WWW.FOEI.ORG/FR/SOUVERAINETEENERGETIQUE / www.foei.org/fr *mobiliser résister transformer*

Les Amis de la Terre International
Secrétariat
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam
Pays-Bas

Téléphone : +31 (0)20 6221369 Fax : +31 20 639 2181
info@foei.org twitter.com/FoEInt_fr
facebook.com/foeint

Les Amis de la Terre International

INTRODUCTION

PANNEAU SOLAIRE FIXÉ SUR LE TOIT D'UNE HUTTE DANS UN ÉCO-VILLAGE DE LA LOCALITÉ DE BANISHANTA.
- **SUNDARBANS** -
Bangladesh

© Luka Tomac / Les Amis de la Terre International

« DES GENS DU MONDE ENTIER ONT DÉJÀ MIS EN ŒUVRE OU SONT EN TRAIN DE PRENDRE DES INITIATIVES QUI METTENT EN APPLICATION LA JUSTICE ET QUI DÉFIENT LA LOGIQUE CAPITALISTE. NOUS DEVONS MAINTENANT GÉNÉRALISER CETTE TENDANCE. L'AMPLEUR DES CRISES AUXQUELLES NOUS SOMMES CONFRONTÉS EXIGE UN CHANGEMENT DE SYSTÈME, ET CE CHANGEMENT DE SYSTÈME ABOUTIRA À LA CRÉATION DE SOCIÉTÉS DURABLES ET À L'ÉTABLISSEMENT DE NOUVEAUX RAPPORTS DES ÊTRES HUMAINS ENTRE EUX ET AVEC LA NATURE, FONDÉS SUR L'ÉGALITÉ ET LA RÉCIPROCITÉ. » **KARIN NANSEN**, PRÉSIDENTE DES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL.

Le présent manifeste est l'aboutissement de nombreuses années de dialogue, de recherches et de formation d'un mouvement dans tous les continents. Il témoigne d'un monde qui, en plus d'être possible, est près de se concrétiser. Nous sommes prêts pour un monde fondé sur la justice et la durabilité. **Des gens de partout sont déjà en train de le construire ; des peuples autochtones et des communautés en ligne de front mettent depuis longtemps ces valeurs en pratique.** À présent, nous devons tous ensemble accroître notre pouvoir, afin de changer le système et de faire en sorte que la souveraineté énergétique et la justice climatique deviennent une réalité.

En effet, il est certain que nous nous retrouvons en situation d'urgence planétaire. La Décennie Zéro[1] c'est maintenant, et **le changement climatique est déjà là** ; en fait, pour beaucoup d'entre nous il est réel depuis des années. Néanmoins, la *catastrophe* climatique n'est pas inévitable, comme ne l'est pas non plus le système économique actuel qui est à l'origine des crises environnementales, sociales et politiques que nous subissons aujourd'hui. Nous savons qu'un changement urgent et de grande portée est possible : l'histoire nous l'a montré.

En tant que mouvement, **nous sommes puissants lorsque nous résistons**. Nous devons l'être, et beaucoup d'entre nous s'opposent à des projets qui vont détruire nos vies et nos moyens d'existence, empoisonner notre nourriture et notre eau, polluer notre air et nous arracher de nos terres et territoires. À présent, **nous devons renforcer notre pouvoir de transformer**. En 2018, le changement climatique s'est fait sentir dans tous les coins du monde, et les gens cherchent des solutions.

Ce manifeste est un engagement à construire le système dont les peuples et la planète ont besoin. Chaque demande s'accompagne d'une mesure positive susceptible d'accélérer la transition vers un monde où règne la justice climatique. Nous allons nous en servir en tant qu'instrument de mobilisation. Il sera une source d'inspiration. Il nous aidera à avancer dans tous les endroits où l'on réclame des solutions, afin de veiller à ce que le micro soit entre les mains des communautés en ligne de front. Il nous permettra d'évincer les fausses solutions et les distractions dangereuses.

À nous la souveraineté énergétique, maintenant !

1 ATI, La Décennie Zéro, 2016, https://www.foei.org/fr/ressources/publications-fr/decennie-zero.

NOUS EXIGEONS :

1. UN CHANGEMENT DE SYSTÈME ! À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !

Le changement de système implique de construire des alternatives pour remplacer le système actuel, plutôt que d'essayer de le raccommoder. La façon de gérer, d'extraire, d'utiliser et de distribuer les ressources naturelles de la Terre qu'impose le modèle économique dominant nous a acheminés vers une crise écologique et sociale. Nous avons besoin d'un nouveau modèle de justice environnementale, sociale, politique, économique et de genre, et de renforcer le pouvoir populaire pour atteindre ce changement.

2. L'ÉNERGIE EN TANT QUE BIEN COMMUN.

Tout le monde doit avoir droit à l'énergie. Le soleil et le vent sont des ressources communes qui ne doivent pas être exploitées au profit des grandes entreprises. Le but de notre système énergétique ne doit pas être de gagner de l'argent, mais de répondre aux besoins de la population.

3. LA SUFFISANCE ÉNERGÉTIQUE POUR TOUS.

L'accès à une quantité d'énergie suffisante – pour que le droit de chacun à vivre dignement soit respecté – doit être universel. Cela implique de mettre fin au gaspillage d'énergie, au moyen de l'efficacité énergétique et de l'économie d'énergie, et d'éliminer la surconsommation qu'en font les grandes entreprises et les élites, c'est-à-dire ceux qui détiennent à l'heure actuelle le pouvoir économique, politique et social.

4. DU FINANCEMENT POUR LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE.

Les pays doivent contribuer aux efforts pour le climat selon le critère du partage équitable et en application des principes de l'équité, de la justice et du remboursement de la dette climatique.

5. DE L'ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE POUR TOUS.

Le besoin de transformer le système énergétique mondial en un système d'énergie renouvelable s'avère urgent, et doit s'accompagner d'une élimination progressive mais rapide des combustibles fossiles et des projets d'extraction, ainsi que de l'interdiction absolue de tout nouveau projet d'énergie polluante (à partir des combustibles fossiles, du nucléaire, des barrages, des agrocarburants et la biomasse industrielle et de l'incinération de déchets). La transition vers l'énergie 100 % renouvelable doit avoir lieu simultanément dans les pays du Nord et dans ceux du Sud, mais à des rythmes différents, en application des principes de l'équité et de la responsabilité historique.

6. UNE TECHNOLOGIE RENOUVELABLE QUI SOIT RÉSISTANTE AU CLIMAT, APPROPRIÉE AUX CONDITIONS LOCALES ET À FAIBLE IMPACT.

L'énergie renouvelable doit être produite à petite échelle et de façon aussi décentralisée que possible, et toutes les communautés doivent avoir accès à la technologie, aux connaissances et aux compétences nécessaires. Le système énergétique doit protéger la biodiversité, affermir les droits fonciers des communautés et des peuples autochtones, et ne pas aboutir à l'exploitation des travailleurs le long de la chaîne de production.

7. LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE.

La production et l'utilisation de l'énergie doivent appartenir au peuple et être contrôlées par et pour lui. Il faut accorder une attention particulière aux opinions des femmes et des personnes vulnérables ou marginalisées. Les communautés doivent avoir droit au consentement préalable, libre et éclairé, à la justice et à obtenir réparation

8. UNE TRANSITION JUSTE, QUI PROTÈGE LES DROITS DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, LEURS COMMUNAUTÉS ET LEURS MOYENS D'EXISTENCE.

Les travailleurs et les communautés doivent avoir le contrôle des décisions qui touchent à leur mode de vie et à leurs moyens d'existence. Cela veut dire qu'ils doivent avoir leur mot à dire sur l'avenir du système énergétique, mais aussi à propos des systèmes alimentaires, de la gestion de la nature et de celle des territoires.

9. QUE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET CENTRÉE SUR LES GENS PUISSE RÉALISER TOUT SON POTENTIEL ET QUE LES OBSTACLES À SON PROGRÈS SOIENT ÉLIMINÉS.

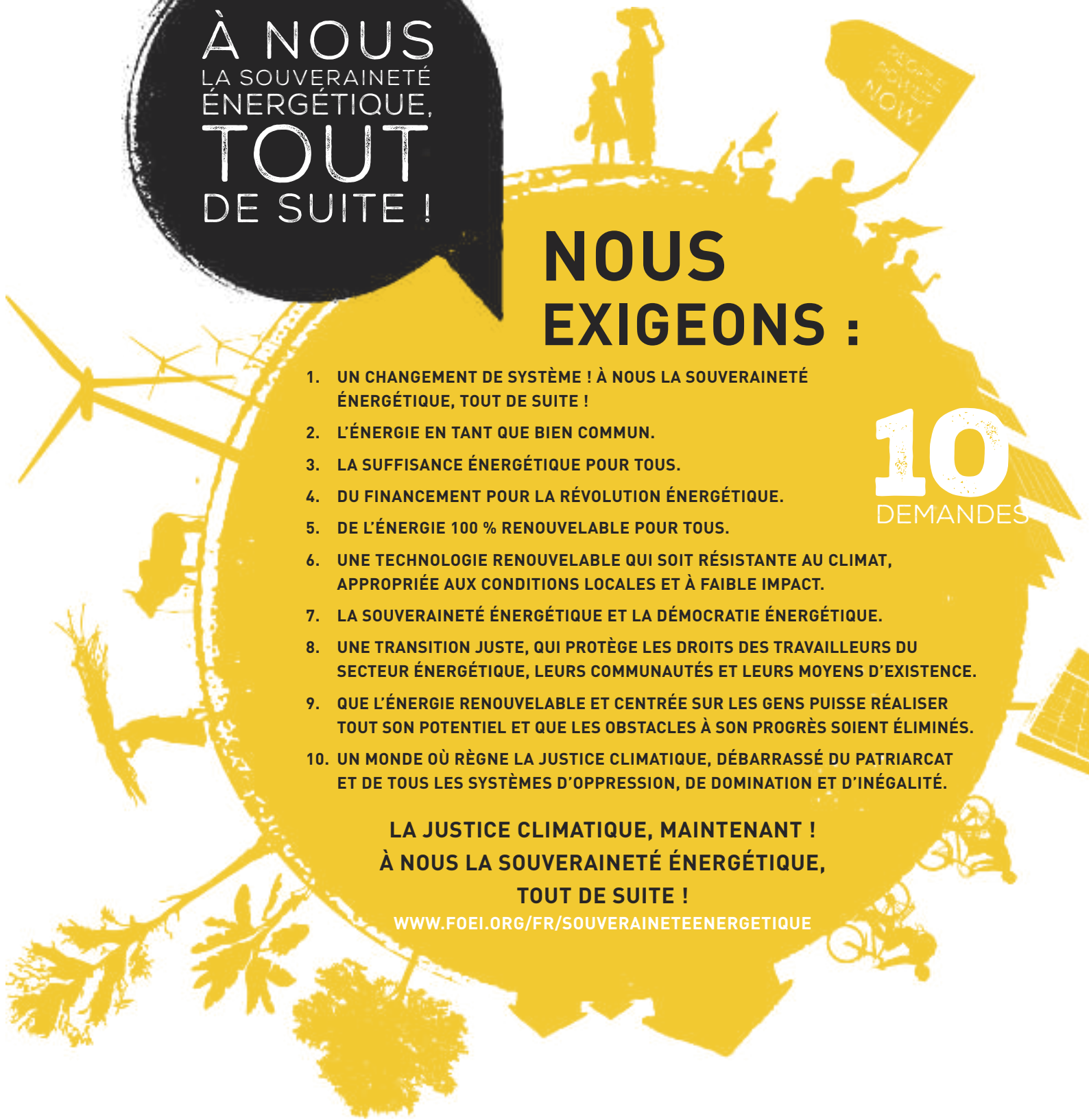
La révolution énergétique dirigée par le peuple prospèrera si les conditions politiques et économiques lui sont favorables. Ces politiques et incitations doivent être décidées par les peuples et les communautés, et aller de pair avec l'élimination des subventions et des incitations à effet pervers accordées à l'énergie polluante et nuisible. Cela implique également de mettre fin aux fausses solutions, de rejeter la géo-ingénierie et de démanteler les accords de commerce nuisibles.

10. UN MONDE OÙ RÈGNE LA JUSTICE CLIMATIQUE, DÉBARRASSÉ DU PATRIARCAT ET DE TOUS LES SYSTÈMES D'OPPRESSION, DE DOMINATION ET D'INÉGALITÉ.

La justice climatique ne peut pas exister sans justice sociale. Nous devons œuvrer pour un avenir sans rapports de pouvoir inéquitables, où les êtres humains vivront en harmonie entre eux et avec la nature. Il s'agira d'un monde débarrassé des injustices, de la discrimination, du racisme, du sexisme, du classisme, de l'islamophobie, du militarisme, de la haine des LGBTQ et de toutes les formes d'oppression structurelle ou économique.

LA JUSTICE CLIMATIQUE, MAINTENANT !
À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE,
TOUT DE SUITE !

À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !



NOUS EXIGEONS :

10 DEMANDES

1. **UN CHANGEMENT DE SYSTÈME ! À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !**
2. **L'ÉNERGIE EN TANT QUE BIEN COMMUN.**
3. **LA SUFFISANCE ÉNERGÉTIQUE POUR TOUS.**
4. **DU FINANCEMENT POUR LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE.**
5. **DE L'ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE POUR TOUS.**
6. **UNE TECHNOLOGIE RENOUVELABLE QUI SOIT RÉSISTANTE AU CLIMAT, APPROPRIÉE AUX CONDITIONS LOCALES ET À FAIBLE IMPACT.**
7. **LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE.**
8. **UNE TRANSITION JUSTE, QUI PROTÈGE LES DROITS DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, LEURS COMMUNAUTÉS ET LEURS MOYENS D'EXISTENCE.**
9. **QUE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET CENTRÉE SUR LES GENS PUISSE RÉALISER TOUT SON POTENTIEL ET QUE LES OBSTACLES À SON PROGRÈS SOIENT ÉLIMINÉS.**
10. **UN MONDE OÙ RÈGNE LA JUSTICE CLIMATIQUE, DÉBARRASSÉ DU PATRIARCAT ET DE TOUS LES SYSTÈMES D'OPPRESSION, DE DOMINATION ET D'INÉGALITÉ.**

LA JUSTICE CLIMATIQUE, MAINTENANT !
À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE,
TOUT DE SUITE !

WWW.FOEI.ORG/FR/SOUVERAINETEENERGETIQUE

DES ENFANTS JOUENT PRÈS D'UN PARC ÉOLIEN. L'ÉNERGIE RENOUVELABLE EST VIABLE AUX PHILIPPINES DU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE.

- ÎLE DE GUIMARAS -
Philippines

01

NOUS EXIGEONS UN CHANGEMENT DE SYSTÈME ! À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !

© Veejay Villafranca / Greenpeace

NOUS EXIGEONS UN CHANGEMENT DE SYSTÈME ! À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !

01

« NOUS AVONS ATTEINT LE POINT DE CRISE, ET SEUL UN REMANIEMENT COMPLET DE LA FAÇON DONT NOUS INTERAGISSONS AVEC NOUS-MÊMES ET AVEC LE MONDE NATUREL NOUS SORTIRA DU PÉTRIN. EN CHANGEANT DE SYSTÈME, NOUS POUVONS ESPÉRER VIVRE DANS UN MONDE PLUS SÛR, JUSTE ET DURABLE. » **MIKE KARIKPO**,

ENVIRONMENTAL RIGHTS ACTION – LES AMIS DE LA TERRE NIGERIA.

Le changement de système implique de construire des alternatives pour remplacer le système actuel, plutôt que d'essayer de le raccommoder. La façon de gérer, d'extraire, d'utiliser et de distribuer les ressources naturelles de la Terre qu'impose le modèle économique dominant nous a acheminés vers une crise écologique et sociale. Nous avons besoin d'un nouveau modèle de justice environnementale, sociale, politique, économique et de genre, et de renforcer le pouvoir populaire pour atteindre ce changement.

Nous devons prendre des mesures audacieuses, urgentes et transformatrices pour nous attaquer aux crises sociale, environnementale et climatique immenses auxquelles nous sommes confrontés. Le système économique dominant concentre la richesse et le pouvoir entre les mains d'une poignée de grandes entreprises et d'élites qui exploitent impunément les gens et leurs moyens d'existence. Ce système est fondé sur la marchandisation et la privatisation de la nature et sur des méthodes inviables de production et de consommation. Nous devons nous efforcer de démanteler le système actuel, ainsi que les inégalités et les injustices sous-jacentes qu'il exacerbe, plutôt que d'essayer tout simplement de le raccommoder.

Le changement de système exige de reconnaître et d'articuler les luttes contre l'oppression dont font partie le racisme, le colonialisme, le patriarcat et l'exploitation capitaliste. **Notre but est de créer une société fondée sur l'égalité, la souveraineté des peuples et la justice sociale, économique, environnementale et de genre.** Cela aboutira, par exemple, à l'adoption d'une législation internationale qui fasse passer les droits des peuples avant les bénéfices des entreprises, et qui comporte des moyens de garantir l'accès à la justice pour les victimes des régimes autoritaires, du militarisme et des sociétés transnationales, victimes qui, dans le système actuel, se retrouvent pratiquement sans recours. Or, pour créer une telle société et faire valoir les droits des peuples il faut accroître le pouvoir de ces derniers. Cela implique de créer des démocraties authentiques et justes, centrées sur la souveraineté et la participation des peuples.

Nous avons besoin d'une refonte complète du système énergétique. Au lieu de voir l'énergie comme un produit commercialisable – ce qui est à l'origine de nombreuses guerres et agressions militaires – et de nier le droit à l'énergie pour tous, il faut faire la transition vers une énergie renouvelable, appartenant au public et à la communauté, démocratiquement contrôlée par eux et basée sur la suffisance. Au cœur de cette vision est le besoin d'équité et de justice, en particulier pour les pays du Sud et pour ceux qui subissent les pires effets du changement climatique alors qu'ils en sont les moins responsables.

Une transformation radicale du système alimentaire est également nécessaire, afin de remplacer l'agriculture industrielle destructrice par l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Cela implique de garantir le droit à la terre, à l'eau et aux semences, de favoriser le contrôle populaire des territoires, de reconnaître le rôle fondamental des femmes dans la production alimentaire et de proposer un moyen efficace de nourrir le monde, basé sur la justice économique et sociale.

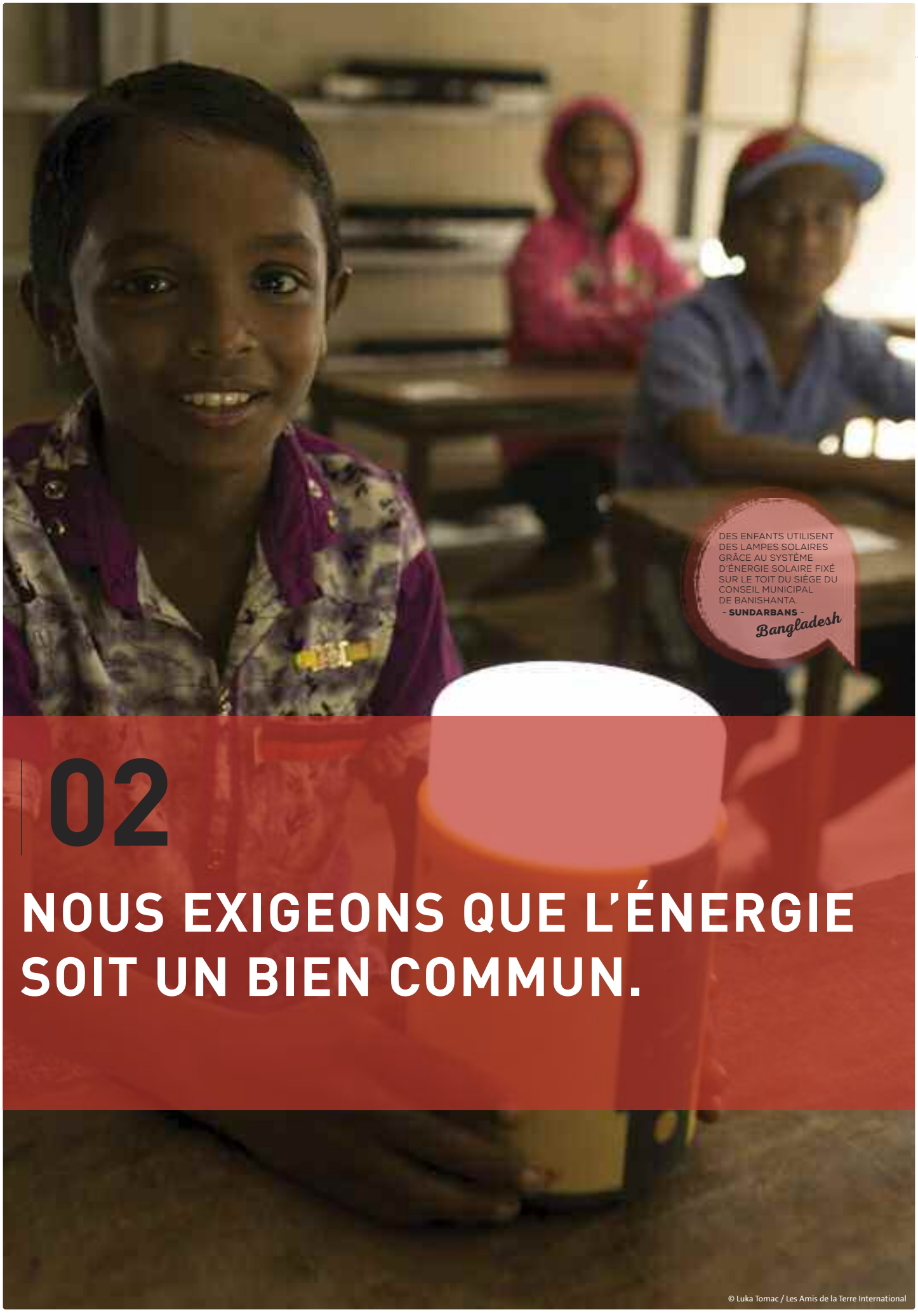
En outre, le meilleur moyen de protéger la biodiversité et les forêts consiste à respecter les droits des communautés qui les habitent ou qui vivent à proximité d'elles. En plus de fournir aux populations locales des aliments, des fibres, de l'abri, des médicaments et de l'eau, les forêts protégées préservent les réserves naturelles de carbone et réduisent le volume de carbone libéré par le déboisement, contribuant ainsi à lutter contre le changement climatique.

Il nous faut un système qui encourage la réciprocité, la redistribution et le partage et qui réponde aux besoins individuels et collectifs. Parmi les solutions figurent les services publics assurés grâce à la justice fiscale, la propriété sociale, les marchés locaux et le commerce juste. Les politiques nationales et internationales doivent garantir le droit des peuples à l'eau, à la nourriture, à la terre, aux territoires, à la santé, au logement, à l'éducation et à des emplois dignes.

Nous devons nous mobiliser pour créer et améliorer les vraies solutions grâce au pouvoir populaire. Il faut changer le système et non le climat !

Ci-dessus : Vienne : Changeons le système plutôt que le climat !
© Mitja Kobal

Ci-contre : Démonstration d'une cuisinière solaire en Inde.
© Kailash Mittal



DES ENFANTS UTILISENT DES LAMPES SOLAIRES GRÂCE AU SYSTÈME D'ÉNERGIE SOLAIRE FIXÉ SUR LE TOIT DU SIÈGE DU CONSEIL MUNICIPAL DE BANISHANTA.
- **SUNDARBANS** -
Bangladesh

02

NOUS EXIGEONS QUE L'ÉNERGIE SOIT UN BIEN COMMUN.

© Luka Tomac / Les Amis de la Terre International

NOUS EXIGEONS QUE L'ÉNERGIE SOIT UN BIEN COMMUN.

02

« LES PEUPLES ONT LE DROIT DE VIVRE DANS LA DIGNITÉ, ET CE DROIT N'EST RESPECTÉ QUE LORSQUE LES GENS ONT DROIT À L'ÉNERGIE. L'ÉNERGIE DEVRAIT ÊTRE ENTRE LES MAINS DE TOUS, AU LIEU D'ÊTRE CONTRÔLÉE ET VENDUE PAR LES GRANDES ENTREPRISES À LEUR SEUL PROFIT. »

MARIANA PORRAS, COECOCEIBA – LES AMIS DE LA TERRE COSTA RICA.

Tout le monde doit avoir droit à l'énergie. Le soleil et le vent sont des ressources communes qui ne doivent pas être exploitées au profit des grandes entreprises. Le but de notre système énergétique ne doit pas être de gagner de l'argent, mais de répondre aux besoins de la population.

L'énergie n'est pas un produit commercialisable. Elle ne devrait pas être considérée comme une simple source de revenus pour ceux qui en sont 'propriétaires'. C'est un bien commun : une ressource partagée qui n'est pas là pour faire de l'argent. L'énergie a une valeur non marchande, c'est un bénéfice pour les gens de partout, pour leur vie, leur dignité et leurs aspirations. Le soleil et le vent ont une valeur spirituelle et culturelle pour tous les habitants du monde, et surtout pour les peuples autochtones. En tant que ressource naturelle, l'énergie n'appartient à personne et devrait donc être à la portée de tous.[2]

En outre, **l'accès à l'énergie est un droit fondamental de l'homme et une condition nécessaire pour vivre dignement**. Nous avons besoin de combustible et d'électricité pour faire cuire nos aliments, pour avoir des foyers et des lieux de travail habitables dans des endroits trop chauds ou trop froids, pour que tout le monde ait accès à des services de base comme la santé et l'éducation, pour communiquer et voyager et pour divulguer et recevoir de l'information. Or, d'après l'Agence internationale de l'énergie, près de 1,1 milliard d'habitants du monde – une personne sur sept – n'a pas d'électricité. Bien d'autres ont un service variable ou de mauvaise qualité, et pour beaucoup le prix de l'électricité est prohibitif.[3]

De nombreuses communautés indigènes vivent de façon durable sans avoir accès à de l'électricité ; nous adhérons à leur choix quant aux rapports qu'elles souhaitent avoir avec le monde moderne. Cependant, pour de très nombreuses personnes le manque d'énergie est un problème fondamental qui est en corrélation directe avec des aspects de la pauvreté tels que les soins de santé insuffisants, le faible niveau d'éducation et les possibilités limitées d'emploi.[4]

On ne peut pas se contenter de remplacer l'actuel système énergétique polluant, axé sur le profit, par un autre qui soit 'propre' mais également axé sur le profit. Le seul résultat serait que l'appropriation et la financiarisation de la nature continueraient, tout comme la concentration du pouvoir (voir l'encadré 1). La concentration du pouvoir sur les ressources naturelles n'avantagerait que ceux qui sont déjà responsables des conflits et des injustices associés à l'environnement. Si l'énergie était traitée comme un bien commun, les turbines éoliennes et les panneaux solaires ne seraient plus considérés comme des investissements financiers qui doivent rapporter un bénéfice à un petit groupe d'actionnaires, mais comme des moyens de fournir suffisamment d'énergie renouvelable à ceux qui en ont besoin.[5]

Il faut comprendre aussi que toute source d'énergie a un coût environnemental et social. L'énergie d'origine fossile a un coût si manifestement élevé pour le climat et pour la démocratie que nous nous opposons à tous les combustibles fossiles. Cependant, les énergies renouvelables ont elles aussi un coût : les grands parcs éoliens peuvent porter atteinte à la nature, les panneaux solaires ont besoin de métaux lourds qu'il faut extraire pour les fabriquer. La multiplication des systèmes renouvelables, à petite échelle et hors réseau pourrait déclencher la production d'une grande quantité de batteries au lithium, avec de graves conséquences pour l'environnement. Si l'on accepte que toute énergie a un coût, il est logique de penser que c'est aux communautés concernées de décider quels effets négatifs seront acceptables ou gérables et quels autres ne le seront pas. Entre la demande du droit à l'énergie d'un côté et le souhait d'un système énergétique durable de l'autre, l'équilibre à trouver est délicat.[6]

La financiarisation de la nature

La financiarisation de la nature est le processus par lequel le marché transforme la nature en 'services environnementaux' indépendants, dans le but d'attribuer une valeur économique à ces services pour pouvoir les vendre et gagner de l'argent. La capacité d'une forêt de stocker du carbone ou de fournir un habitat qui contient une diversité biologique spécifique, une zone humide qui régule l'écoulement de l'eau, etc., sont des exemples de services des écosystèmes. Cela part de la supposition que les éléments de la nature sont interchangeables et que les dégâts effectués à un endroit du monde peuvent être 'compensés' à un autre. Cette idée ignore les valeurs et les fonctions sociales, culturelles et spirituelles de la nature. En outre, bien qu'elle soit souvent présentée comme une série de mesures techniques, la financiarisation de la nature est toujours politique. Le fait qu'une grande entreprise obtienne des droits sur la terre, l'eau, une forêt ou une source d'énergie implique presque toujours qu'une communauté soit privée de ces droits. Les communautés vont s'y opposer, de sorte que l'entreprise fera appel à la militarisation, à l'oppression et à la violence. « Cette tentative de rendre la nature visible pour le capital est une nouvelle menace qui doit être combattue. Elle n'entraînera pas moins mais plus de violences contre les peuples indigènes et les communautés traditionnelles, et signifiera pour ces communautés humaines non pas plus, mais moins de contrôle sur les territoires qu'elles façonnent et qui les façonnent. »[7]

2 REScoop, *The Energy Transition to Energy Democracy.*
3 https://www.iea.org/weo2017/
4 ATI, *Énergie : accès et autosuffisance*, 2016. https://www.foei.org/fr/ressources/publications-fr/energy-access-and-sufficiency
5 REScoop, *The Energy Transition to Energy Democracy.*
6 http://virtual.foei.org/trainings/topic/energy-democracy/
7 https://www.foei.org/wp-content/uploads/2015/11/financialization-of-nature-FR.pdf

MARTIN SUMUHALE (60 ANS) A DE L'ÉLECTRICITÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS DE SA VIE GRÂCE À CE PANNEAU SOLAIRE. IL CONSTATE LES AVANTAGES QUE CELA COMPORTE POUR SES PETITS-ENFANTS.

- **POLOKWANE** -

Afrique du Sud

03

NOUS EXIGEONS DE L'ÉNERGIE SUFFISANTE POUR TOUS.

© Mujahid Safodien / Greenpeace

NOUS EXIGEONS DE L'ÉNERGIE SUFFISANTE POUR TOUS.

03

L'accès à une quantité d'énergie suffisante – pour que le droit de chacun à vivre dignement soit respecté – doit être universel. Cela implique de mettre fin au gaspillage d'énergie au moyen de l'efficacité énergétique et de l'économie d'énergie, et d'éliminer la surconsommation qu'en font les grandes entreprises et les élites, c'est-à-dire ceux qui détiennent à l'heure actuelle le pouvoir économique, politique et social.

L'objectif de développement durable de l'ONU concernant l'énergie vise à « garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable », d'ici à 2030. Or, il faut regarder de plus près ce que signifie « l'accès de tous ». S'il s'agit tout simplement d'offrir une ampoule électrique aux foyers les plus pauvres tandis que les pays du Nord, les grandes entreprises et les élites du monde font une consommation d'énergie dangereusement excessive, cela n'est ni juste ni acceptable.

À mi-chemin entre la surconsommation et le manque d'énergie se trouve la 'suffisance énergétique'. **La suffisance énergétique consiste à disposer de l'énergie *suffisante* : ni trop, ni trop peu.** Bien entendu, ce que l'on considère comme 'suffisant' – indispensable au bien-être et à une vie digne – varie considérablement suivant les communautés, les régions et les nations, et dépend d'une série de facteurs tels que la culture, le mode de vie et le climat.

Le problème de l'exclusion énergétique se concentre surtout dans les pays du Sud, car **la grande majorité de ceux qui manquent d'électricité ou de combustibles non polluants pour cuisiner vivent en Afrique et dans les régions en développement de l'Asie** (AIE, 2016). Il suffit de comparer : la consommation d'énergie par personne aux États-Unis et au Canada est à peu près le double de celle d'Europe ou du Japon, le triple de celle de Chine, 10 fois plus que celle de l'Inde et 50 fois plus élevée que celle des pays africains les plus pauvres.[8]

D'autre part, beaucoup d'habitants des pays du Nord ont du mal à payer l'énergie nécessaire pour satisfaire leurs besoins essentiels. En Europe, 100 000 décès par an sont dus au froid dans des foyers insuffisamment chauffés. L'économie d'énergie permettrait de réduire la facture du chauffage et des systèmes de refroidissement, et d'atténuer la pénurie énergétique. En fait, l'AIE estime que 80 % du potentiel de réduction de la demande d'énergie dans les bâtiments et la moitié du potentiel de réduction de la demande de l'industrie sont encore inexploités. Pour économiser de l'énergie, il existe des options importantes : améliorer l'isolation et la conception des bâtiments, accroître l'efficacité des appareils électriques, remplacer les vieux systèmes de chauffage électrique par des sources de chaleur renouvelables, et réduire la consommation d'énergie des véhicules de transport de marchandises et de passagers.[9]

La diminution de la dépendance et de la consommation d'énergie n'implique pas forcément une baisse drastique du niveau de vie des gens, mais elle **implique de réduire la surconsommation des activités à forte intensité d'énergie**. Nous devons nous demander quelle est la place des industries fortement consommatrices d'énergie, comme celles de l'aluminium, de l'acier, des produits chimiques, du ciment ou des voitures, dans une économie durable, et comment les transformer de fond en comble plutôt que de se contenter de les améliorer au moyen de mesures d'efficacité énergétique.[10]

Il faut que la façon de mesurer l'accès à l'énergie soit transparente, car elle peut varier d'un pays à l'autre. En Palestine, dans la bande de Gaza, les familles ont accès à de l'électricité… mais pendant quatre heures par jour seulement. Dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, un village peut figurer comme connecté au réseau électrique mais il est possible qu'un petit nombre de foyers seulement y soient raccordés ou puissent payer le service. La suffisance énergétique exige que tous disposent d'énergie suffisante.

Projet de construction en ballots de paille, EKA et Les Amis de la Terre Hongrie

Depuis 2012, MTVSZ – Amis de la Terre Hongrie travaille avec la Fondation pour l'énergie et l'environnement (EKA) pour promouvoir une méthode démocratique de gestion de l'énergie grâce au Programme de résidences en ballots de paille. Plus d'un millier de personnes ont reçu de la formation sur les aspects théoriques et pratiques de l'efficacité et de la démocratie énergétique.

Bien des stagiaires se heurtent eux-mêmes à la pénurie d'énergie : l'isolation de 70 % des foyers hongrois est insuffisante, et plus de 40 % de la population n'ont pas les moyens de chauffer ou d'isoler convenablement leurs maisons. La plupart des personnes concernées vivent en milieu rural.

À ce jour, plus de cinquante maisons ont été construites en utilisant la méthode d'isolation par ballots de paille. La paille est un isolant excellent, elle est abondante sur place, son empreinte écologique est très faible et elle est bon marché. Le programme offre une option socialement juste et respectueuse de l'environnement à la place des méthodes de construction peu rentables et chères.[11]

Des écoliers du village arabe de Rahayda, à l'est de la ville de Bethléem. Les panneaux solaires fournissent l'électricité nécessaire pour éclairer l'école.
© Hussein Zohor / PENGON

8 https://data.worldbank.org/indicator/EG.USE.PCAP.KG.OE
9 ATI, *An energy Revolution is Possible*, 2015. https://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/climate-justice-energy-publications/energy-revolution-possible
10 ATI, *An energy Revolution is Possible*, 2015. https://www.foei.org/resources/publications/publications-by-subject/climate-justice-energy-publications/energy-revolution-possible
11 http://www.energy-democracy.net/?p=1106

« LE MONDE COMMENCE SEULEMENT À SUBIR LA CRISE CLIMATIQUE MAIS CELLE-CI COÛTE DÉJÀ UN PRIX EXORBITANT EN VIES ET EN MOYENS DE SUBSISTANCE, SURTOUT DANS LES PAYS DU SUD. LES PAYS DÉVELOPPÉS DOIVENT APPORTER LES CENTAINES DE MILLIARDS NÉCESSAIRES. L'ARGENT EST LÀ, MAIS IL SERT À PAYER DES CHOSES ATROCES COMME LE MILITARISME ET LES GUERRES ET À ENRICHIR LES GRANDES ENTREPRISES. »

KAREN ORENSTEIN, LES AMIS DE LA TERRE ÉTATS-UNIS.

DES ENFANTS ASSIS À L'OMBRE DES PANNEAUX SOLAIRES DE BISHUNPUR TOLLA, DANS LE VILLAGE DE DHARNAI. UN MICRO-RÉSEAU D'ÉNERGIE SOLAIRE ALIMENTE MAINTENANT LE VILLAGE EN ÉLECTRICITÉ.

- BIHAR - *Inde*

04

NOUS EXIGEONS DU FINANCEMENT POUR LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE.

© Vivek M. / Greenpeace

NOUS EXIGEONS DU FINANCEMENT POUR LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE.

04

Les pays doivent contribuer aux efforts pour le climat selon le critère du partage équitable et en application des principes de la justice et du remboursement de la dette climatique.

Les pays développés sont énormément responsables du dérèglement du climat sur le plan historique. Cette responsabilité se traduit par une dette écologique et climatique envers les pays en développement. Il ne s'agit donc pas d'un « appel au secours » en faveur des pays du Sud mais bien d'une dette contractée par les pays du Nord, qui doit être considérée comme une part essentielle de leur contribution proportionnelle aux efforts pour le climat.

La surconsommation qui caractérise depuis toujours les pays développés, basée sur le pillage des ressources des pays en développement, a provoqué le changement climatique que nous subissons aujourd'hui et dont les pires effets touchent les pays du Sud. Cette histoire d'exploitation et de surconsommation a provoqué également d'énormes disparités entre les pays au moment de faire face à la crise climatique, et continuera de conspirer contre le droit des peuples à vivre dans des sociétés durables.

La capacité des pays du Sud de combattre la crise climatique dépend, pour une bonne mesure, de l'existence et du volume de l'aide des pays riches en argent, en technologie et en formation. Plus l'aide des pays du Nord sera grande, plus les pays du Sud seront capables de contribuer aux efforts d'atténuation mondiaux et de s'adapter aux changements climatiques.

Malheureusement, les sommes apportées par les pays développés au Fonds vert pour le climat (GCF) sont dérisoires. Le GCF est l'institution de l'ONU créée pour financer l'adaptation et l'atténuation dans les pays en développement. En juin 2018, le montant total des contributions reçues par le GCF était de 6,6 milliards USD. Cette somme peut paraître énorme, mais elle ne représente qu'environ **0,8 %** des 809,72 milliards que *les États-Unis tout seuls* devraient payer d'ici à 2030 pour compléter leur participation aux efforts d'atténuation (sans compter les fonds requis pour que les pays puissent s'adapter au changement climatique et pour réparer les dommages qui ont déjà eu lieu). [12]

Tous les pays **doivent** agir de façon à ce que les efforts pour le climat soient partagés de façon proportionnelle, suivant la responsabilité, la capacité et le droit à des sociétés durables de chaque nation.

Pour les pays du Nord qui ont déjà utilisé bien plus que leur part de l'espace atmosphérique, cela veut dire qu'ils devront transférer un énorme volume de fonds additionnels (c'est-à-dire que ces fonds ne doivent pas provenir d'une manipulation comptable ni d'une redistribution de l'aide au développement). Le financement du climat est une obligation pour les pays riches et doit provenir de sources publiques stables et prévisibles. Il ne doit pas être canalisé par le biais de systèmes de compensation ou de fausses solutions ; il ne doit pas non plus contribuer à l'acquisition privée de droits de propriété intellectuelle sur des techniques et des savoir-faire concernant le climat.

Pour les pays du Nord qui sont la proie des mesures d'austérité et de l'inégalité croissante des revenus, du déficit budgétaire et du manque de fonds suffisants pour la santé, l'éducation et les services publics, l'obligation d'apporter des milliards de dollars des contribuables à un fonds international peut paraître injuste.

Cependant, il existe d'autres possibilités, non seulement d'obtenir des fonds pour l'atténuation du climat et l'adaptation mais de contribuer à rééquilibrer les rapports de pouvoir injustes. Par exemple, on pourrait réallouer les dépenses militaires, ou créer une taxe sur les transactions financières (dite 'Taxe Robin des bois'). Il faut trouver d'urgence des sources d'argent public innovantes pour combattre la crise climatique. Il faut considérer d'appliquer des taxes plus justes aux riches et d'éliminer les paradis fiscaux, afin de mobiliser l'argent qui, à l'heure actuelle, est accumulé de façon injuste et **de plus en plus concentré entre les mains de 1 % de la population**. La richesse que possèdent 0,00001 % des habitants du monde suffirait à éviter la catastrophe climatique.[13] En outre, une étude des Amis de la Terre International a montré que les recettes que perdent les gouvernements à cause des paradis fiscaux suffiraient à fournir à la moitié du monde de l'électricité 100 % renouvelable d'ici à 2030.[14]

Or, les pays du Sud doivent prendre eux aussi des mesures urgentes et, par-dessus tout, éviter les voies de développement à base de combustibles fossiles ou d'autres sources d'énergie polluantes. Ce processus serait plus rapide si les pays du Nord avaient la volonté politique d'y contribuer avec le financement approprié. Notre système économique devient incontrôlable et, sans une transformation fondamentale de la distribution du pouvoir économique et politique, nous perdrons également le contrôle de notre climat.

L'équité et le partage proportionnel

L'équité dans la lutte contre le changement climatique implique que ceux qui ont émis le plus de gaz à effet de serre réduisent leurs émissions davantage que les autres : il s'agit de partager équitablement le budget carbone mondial.

Le budget carbone mondial est le volume d'émissions de dioxyde de carbone que nous pouvons produire tout en gardant la possibilité de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius par rapport au niveau préindustriel. Cela équivaut au nombre de gigatonnes de carbone que l'on peut brûler et libérer dans l'atmosphère tout en restant en-deçà de l'augmentation de la température mentionnée.

Si l'on répartit ce volume en fonction de la responsabilité, la capacité et le droit à des sociétés durables de chaque pays, on aura une idée plus claire de ce que devrait être le plan de chaque pays. C'est ce qu'on appelle l'approche du partage proportionnel.

12 http://www.climatefairshares.org/
13 ATI, *An Energy Revolution is Possible,* 2015.
14 ATI, *An Energy Revolution is Possible: Tax havens and financing climate action*, 2016.

05

NOUS EXIGEONS DE L'ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE POUR TOUS.

UN PARC SOLAIRE
À MADRID.
- **MADRID** -
Espagne

© Les Amis de la Terre Espagne

NOUS EXIGEONS DE L'ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE POUR TOUS.

05

Le besoin de transformer le système énergétique mondial en un système d'énergie renouvelable s'avère urgent, et doit s'accompagner d'une élimination progressive mais rapide des combustibles fossiles et des projets d'extraction, ainsi que de l'interdiction absolue de tout nouveau projet d'énergie polluante (à partir des combustibles fossiles, du nucléaire, des barrages, des agrocarburants et la biomasse industriels et de l'incinération de déchets). La transition vers l'énergie 100 % renouvelable doit avoir lieu simultanément dans les pays du Nord et dans ceux du Sud, mais à des rythmes différents, en application des principes de l'équité et de la responsabilité historique.

Les pays du Nord ont la responsabilité – et souvent la capacité – de remanier complètement et tout de suite leur système énergétique. On peut donc supposer que ces pays agiront rapidement et qu'ils contribueront de façon proportionnelle à réduire les émissions et à financer les mesures nécessaires pour que les pays du Sud puissent, eux aussi, se transformer le plus vite possible.

Cela ne donne pas aux pays en développement le feu vert pour continuer à polluer des décennies durant. Bien au contraire : l'énergie 100 % renouvelable implique l'interdiction absolue de tout nouveau projet énergétique polluant et l'abandon graduel mais complet et aussi rapide que possible des combustibles fossiles. Les transferts financiers des pays du Nord permettraient d'accélérer cette transition, pour que les pays du Sud n'aient pas à suivre le modèle de développement polluant de toujours et puissent passer directement à des systèmes énergétiques nouveaux, modernes et renouvelables (par exemple, l'électrification hors réseau ou par des mini-réseaux).

De nombreuses stratégies peuvent être employées pour qu'un pays puisse fonctionner avec un système fiable d'énergie 100 % renouvelable. Le stockage d'énergie,[15] la génération d'un surplus d'énergie aux moments de forte production, l'utilisation de plusieurs technologies renouvelables différentes et la modification de la façon d'utiliser l'électricité (parmi bien d'autres stratégies), permettent de ne pas craindre de manquer d'énergie.

Beaucoup de gouvernements, de grandes entreprises et d'organisations ont des définitions différentes d'un monde sans combustibles fossiles. Quand certains d'entre eux parlent d'énergie « 100 % renouvelable » ils incluent (ou ils encouragent même) l'énergie nucléaire, les grands barrages hydroélectriques et la bioénergie industrielle. D'autres prennent fait et cause pour les grands parcs éoliens ou solaires construits sur des terres confisquées ou volées aux populations locales ou aux peuples autochtones. Certains scénarios ne considèrent pas le déboisement ou la dégradation des forêts, ni la pollution de l'air, du sol et de l'eau qui peuvent découler de ces projets à grande échelle. Et beaucoup ne tiennent pas compte les questions de sécurité et des sous-produits du nucléaire et de l'hydroélectricité, comme les déchets toxiques et parfois même l'émission de gaz à effet de serre.

L'énergie 100 % renouvelable pour tous implique que tout le monde ait accès à une quantité suffisante d'énergie. Elle implique que les gens soient en meilleure santé et que l'air, les sols et l'eau soient propres. La demande d'énergie 100 % renouvelable ne doit pas être isolée : elle doit toujours s'accompagner de l'exigence d'une transition juste, de suffisance énergétique, de souveraineté énergétique et de démocratie énergétique. C'est une demande qui requiert de l'ambition, tout en reconnaissant que cette ambition ne sera réalisable qu'en respectant l'équité et en transférant des fonds du Nord vers le Sud.

À gauche : Turbine éolienne communautaire à Neilston, en Écosse.
© www.neilstonwindfarm.org

Au centre : De l'énergie solaire au Honduras.
© Becky Williams

15 Il est nécessaire d'examiner de plus près les effets des méthodes actuelles de stockage d'énergie sur l'environnement, la santé et la société. À l'heure actuelle, l'extraction de lithium pour les batteries de stockage porte atteinte aux communautés, aux écosystèmes et à la production d'aliments. Il y a eu ces derniers temps des découvertes en matière de stockage d'énergie mais à mesure que la demande augmente il faudra faire attention à ceux qui sont touchés par ces nouvelles technologies.
https://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/13_factsheet-lithium-gb.pdf

06

NOUS EXIGEONS UNE TECHNOLOGIE RENOUVELABLE QUI SOIT RÉSISTANTE AU CLIMAT, APPROPRIÉE AUX CONDITIONS LOCALES ET À FAIBLE IMPACT.

JAMELAH HASASNAH DANS UNE INSTALLATION DE CULTURE HYDROPONIQUE ET AQUAPONIQUE QUI FONCTIONNE À L'ÉNERGIE SOLAIRE. CENTRE AL BASMA, UNION DES FEMMES ARABES.

- BEIT SAHOUR - *Palestine*

© Hussein Zohor / PENGON

NOUS EXIGEONS UNE TECHNOLOGIE RENOUVELABLE QUI SOIT RÉSISTANTE AU CLIMAT, APPROPRIÉE AUX CONDITIONS LOCALES ET À FAIBLE IMPACT.

06

« POUR QUE LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE AIT LIEU IL FAUT QUE LES TECHNOLOGIES APPROPRIÉES POUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SOCIÉTÉ SOIENT ABORDABLES ET ACCESSIBLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ».

MEENA RAMAN, SAHABAT ALAM MALAYSIA – LES AMIS DE LA TERRE MALAISIE.

L'énergie renouvelable doit être produite à petite échelle et de façon aussi décentralisée que possible, et toutes les communautés doivent avoir accès à la technologie, aux connaissances et aux compétences nécessaires. Le système énergétique doit protéger la biodiversité, affermir les droits fonciers des communautés et des peuples autochtones, et ne pas aboutir à l'exploitation des travailleurs le long de la chaîne de production.

Un virage vers l'énergie 100 % renouvelable s'avère fondamental, et le moyen le plus rapide et juste de le prendre est d'accorder la priorité aux technologies de faible envergure et aussi décentralisées que possible. L'application systématique des systèmes de génération d'électricité à petite échelle à base de soleil et de vent permettra de fournir à tous de l'énergie en quantité suffisante.

Dans la plupart des régions du monde, l'énergie est générée dans de grandes centrales et distribuée ensuite par un réseau national. Ce système est problématique pour beaucoup de raisons. Premièrement, c'est un moyen très inefficace : la génération a lieu loin de l'endroit où l'électricité ou la chaleur seront utilisées, et une bonne partie de cette énergie se perd du fait que les installations sont démodées ou mal entretenues. Deuxièmement, dans beaucoup de pays qui manquent d'énergie suffisante, il est rare que l'électricité produite par les grandes centrales parvienne aux communautés avoisinantes (souvent rurales) : elle est canalisée vers les grosses industries et les grandes villes où les élites en sont les principales bénéficiaires. Troisièmement, une installation d'énergie renouvelable à grande échelle peut impliquer l'accaparement de terre, dépouillant ainsi de nombreuses communautés de leurs terres et territoires. En plus, comme toute infrastructure d'envergure ces centrales peuvent avoir des effets désastreux sur la flore, la faune et la biodiversité locales.

La solution consiste à adopter des technologies efficaces qui répondent aux besoins quotidiens des gens, gérées par les communautés et les municipalités et démocratiquement contrôlées. Ces technologies à petite échelle et adaptées aux conditions locales peuvent être des panneaux solaires photovoltaïques individuels, des mini-réseaux isolés ou assemblés pour les communautés rurales, des systèmes solaires ou éoliens montés sur les toits, ou des centrales électriques virtuelles dans les quartiers urbains pour alimenter des maisons, des industries, des complexes universitaires et des bâtiments publics. Les installations d'énergie renouvelable et, en particulier, les panneaux solaires photovoltaïques, sont modulaires, de sorte que les centres de production peuvent être agrandis à mesure que la communauté a les moyens d'acheter davantage d'énergie.

Nous avons vu les effets des catastrophes naturelles sur les grandes centrales électriques : il suffit de se rappeler ce qui est arrivé à Fukushima Daiichi au Japon en 2011 pour comprendre à quel point les centrales électriques peuvent être vulnérables aux phénomènes naturels. Dans un monde où les phénomènes météorologiques extrêmes vont être plus répandus et plus difficiles à prévoir, il faut veiller à construire des sociétés durables susceptibles de résister au climat. Les réseaux de faible envergure et interconnectés, composés de technologies renouvelables diverses, réduiront les risques des catastrophes et l'insécurité énergétique.

Il est indispensable que les pays du Nord respectent leur obligation de transférer aux pays du Sud la technologie nécessaire pour développer des sociétés à faible intensité de carbone et résistantes au climat. Les techniques non soumises à des droits de propriété intellectuelle et l'accès aux savoirs et aux compétences sont des facteurs déterminants du succès d'une transformation énergétique rapide et juste. Il faut veiller aussi à ce que la biodiversité et les droits fonciers soient non seulement respectés mais renforcés au moment de démanteler les infrastructures polluantes et d'introduire la production d'énergie renouvelable.

De même, à mesure que les technologies renouvelables deviendront moins chères et plus répandues, nous devrons faire attention à la façon d'obtenir et de produire les divers éléments qui les composent et en être responsables. Aujourd'hui, la plupart des panneaux photovoltaïques, pour lesquels il faut du quartz, sont fabriqués en Chine et en Asie du Sud-Est, dans des pays où les conditions de travail et les normes environnementales ne sont pas bonnes. À titre d'exemple, de nombreux travailleurs des mines de quartz sont exposés à des risques de santé inacceptables. Il faut également améliorer considérablement la situation des droits de l'homme dans les chaînes de production des turbines éoliennes, comme l'a montré un rapport de 2018 d'ActionAid et Somo.[16] **La révolution technologique ne doit pas se produire isolément, elle doit s'accompagner d'une transition juste et d'une modification profonde des méthodes de protection des travailleurs et de l'environnement.**

Des panneaux solaires alimentent en énergie des communautés bédouines de la Vallée du Jourdain.
© Hussein Zohor / PENGON

16 https://www.somo.nl/wp-content/uploads/2018/01/Final-ActionAid_Report-Human-Rights-in-Wind-Turbine-Supply-Chains.pdf

AU MAROC, UNE ÉLÈVE DU VILLAGE LOINTAIN DE TAHALA DONT L'ÉCOLE PARTICIPE À UN PROJET D'ÉNERGIE SOLAIRE.

- **RÉGION DE SOUSS-MASSA-DRÂA** -
Maroc

07

NOUS EXIGEONS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE.

© Zakaria Wakrim / Greenpeace

NOUS EXIGEONS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE.

07

La production et l'utilisation de l'énergie doivent être contrôlées par le peuple et pour le peuple. Il faut accorder une attention particulière aux opinions des femmes et des personnes vulnérables ou marginalisées. Les communautés doivent avoir droit au consentement préalable, libre et éclairé, à la justice et à obtenir réparation.

La notion de souveraineté ou de souveraineté des peuples est très large. Elle implique de donner aux personnes ou aux peuples le contrôle politique et social de leurs ressources naturelles, de leur identité et de leur culture, afin qu'elles soient gérées dans l'intérêt de tous. **La souveraineté est profondément enracinée dans les principes d'équité et de justice.** Elle rend possible l'autodétermination et montre que lorsque les gens – et non les grandes entreprises – ont le contrôle de leurs propres ressources, on peut préserver la biodiversité et les cultures locales, offrir à tous des moyens d'existence sains et sûrs et, en plus, combattre le dérèglement du climat.

Par conséquent, réclamer la souveraineté énergétique équivaut à réclamer que les systèmes énergétiques appartiennent au peuple et soient contrôlés par lui.

Cela implique de respecter les droits des peuples autochtones et des populations concernées, et la loi coutumière. Il faut respecter également le droit des communautés au consentement préalable, libre et éclairé avant la construction de toute nouvelle installation énergétique. La même chose s'applique à l'extraction des matériaux et à la production de tout le nécessaire pour développer les technologies et produire de l'énergie.[17]

En outre, les communautés doivent avoir droit aux bénéfices de la production d'énergie, surtout si elles doivent en subir les effets négatifs. C'est une condition essentielle à la souveraineté énergétique.

L'énergie étant un bien commun (cf. Demande nº 2), l'infrastructure et les ressources énergétiques doivent être contrôlées par le peuple. **La démocratie énergétique signifie que toute décision concernant la production et l'utilisation de l'énergie doit être prise de façon démocratique, participative, ouverte et responsable.** La politique à adopter doit accorder la priorité aux aspects sociaux, comme l'accès à l'énergie, l'équité, la durabilité écologique et la dignité du travail.[18]

L'énergie étant un droit, les communautés doivent pouvoir choisir leurs sources d'énergie et mettre en place des modes de consommation sains qui mènent à des sociétés durables.

Le premier parc solaire de Séoul, installé sur le toit des bureaux de KFEM, fonctionne depuis 2001 et produit 115 kW d'énergie.
© KFEM

Au cœur de cette demande est la prise de décisions de la base au sommet, le fait que les gens aient la maîtrise des décisions qui les concernent en matière d'énergie. Ainsi, les peuples et les communautés devront jouer un rôle actif dans le système énergétique.[19] Il faut donner du pouvoir aux groupes directement touchés : les usagers, les travailleurs du secteur de l'énergie et ceux qui sont exclus de l'accès à l'énergie. Il faut déléguer le pouvoir au niveau le plus local et le moins centralisé possible (en re-municipalisant et en transférant la planification et la coordination aux niveaux subrégional, national et régional). Il faut respecter le droit des communautés de déterminer leurs besoins énergétiques et de choisir la façon de les satisfaire en accord avec leur culture et leur mode de vie, à condition que ces choix n'aient pas d'effets destructeurs sur d'autres peuples et communautés.[20]

Les processus de prise de décision doivent prendre en compte les rapports de pouvoir au sein des communautés et des sociétés, et promouvoir activement l'égalité et l'équité en matière de sexe ou de genre, de race ou d'ethnicité et de classes, à l'encontre de toutes les formes d'oppression et de discrimination (cf. Demande nº 10). Les femmes et tous ceux qui n'ont pas la possibilité de se faire entendre dans nos sociétés patriarcales, racistes et classistes doivent disposer d'un espace pour faire connaître leurs opinions, leurs revendications et leurs savoirs.

Toute production d'énergie a un coût environnemental et social. Par conséquent, les décisions sur la façon de produire de l'énergie et sur la quantité d'énergie nécessaire doivent être prises de façon démocratique, pour le bien des peuples et de la planète.

La coopérative solaire des Amis de la Terre Corée du Sud

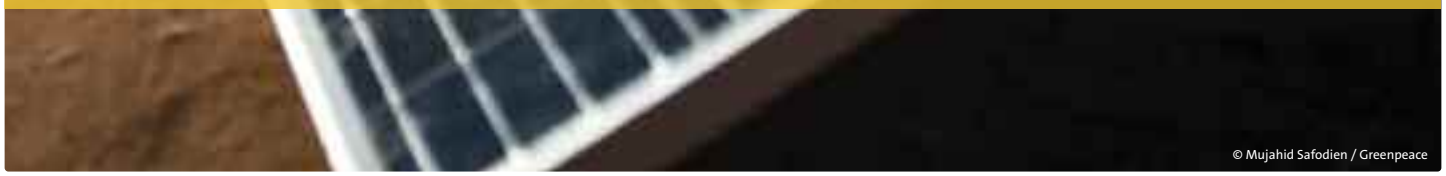
KFEM – Les Amis de la Terre Corée du Sud est en train de construire un mouvement pour l'énergie solaire appartenant aux citoyens. L'organisation a contribué à la création d'un certain nombre de 'coopératives solaires', en particulier dans des instituts d'enseignement comme le lycée Samgaksan de Séoul, une installation de 50 kilowatts sur le toit de l'université de Hanshin, et un autre de 30 kilowatts dans le Centre pour femmes de l'est de Séoul. L'électricité propre ainsi générée fait fonctionner ces nouvelles 'écoles solaires'. La coopérative instruit les membres, les étudiants et les visiteurs sur l'énergie solaire.

La catastrophe de Fukushima au Japon et une série de crises énergétiques en Corée ont fait comprendre à de nombreuses communautés qu'elles ne devaient pas laisser leur avenir entre les mains du gouvernement ou d'entreprises énergétiques. L'énergie solaire appartenant aux citoyens se répand maintenant en Corée. Les coopératives solaires ont même influé sur la politique énergétique gouvernementale, de sorte que les gouvernements locaux ont la possibilité de soutenir avec davantage d'efficacité les initiatives d'énergie solaire à petite échelle.

17 *An Energy Revolution is Possible.*
18 *An Energy Revolution is Possible.*
19 L'école de durabilité d'ATI.
20 *An Energy Revolution is Possible.*

08

NOUS EXIGEONS UNE TRANSITION JUSTE, QUI PROTÈGE LES DROITS DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, LEURS COMMUNAUTÉS ET LEURS MOYENS D'EXISTENCE.



NOUS EXIGEONS UNE TRANSITION JUSTE, QUI PROTÈGE LES DROITS DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, LEURS COMMUNAUTÉS ET LEURS MOYENS D'EXISTENCE.

08

Les travailleurs et les communautés doivent avoir le contrôle des décisions qui touchent à leur mode de vie et à leurs moyens d'existence. Cela veut dire qu'ils doivent avoir leur mot à dire sur l'avenir de notre système énergétique, mais aussi à propos des systèmes alimentaires, de la gestion de la nature et de celle des territoires.

La transition vers un système différent doit être 'juste', en protégeant les droits des travailleurs et des communautés dont les moyens d'existence dépendent du système économique actuel, injuste et inviable. Cela comprend les millions de travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'agriculture et du transport, et les communautés situées à proximité des installations de production d'énergie polluantes.

Du moment que les industries énergétiques polluantes seront fermées au cours de la transition, il sera essentiel que les emplois futurs offrent de fortes possibilités de syndicalisation et d'organisation collective, des droits et des conditions satisfaisantes pour les travailleurs, avec des cadres et des politiques planifiés qui protègent aussi bien les personnes que la planète. Pour ce faire, une transition juste requiert que les travailleurs et les communautés concernés aient un niveau de participation élevé afin d'acquérir les compétences et la formation nécessaires pour se reconvertir dans de nouveaux secteurs. De même, il est important de veiller à ce que les matériels utilisés et les terres où seront construites les installations d'énergie renouvelable soient obtenus de façon juste, en respectant les droits des populations locales.

Cependant, une transition juste ne consiste pas seulement à changer de technologie et à produire de l'énergie renouvelable : elle comporte aussi de résoudre les problèmes profonds d'un système qui a transformé l'énergie en un produit commercialisable et nié le droit de tous à l'énergie. Pour y parvenir, les gouvernements doivent approuver des lois contraignantes qui garantissent le droit à de l'énergie renouvelable pour tous, en partant du principe de la démocratie et du contrôle communautaire. Cela inclut de modifier les normes et les pratiques injustes de commerce et d'investissement, qui ont toujours fait passer les besoins des grandes entreprises avant la sécurité et les besoins des gens et de l'environnement.

Il faut également transformer rapidement le système alimentaire agroalimentaire pour résoudre le problème du changement climatique. À l'heure actuelle, la production, la distribution et la consommation d'aliments sont responsables de 44 % à 57 % des émissions de gaz à effet de serre.[21] Une transition juste exige de passer de l'agriculture industrielle à la souveraineté alimentaire, en adoptant des modes de distribution et de consommation fondés sur la production à petite échelle et sur l'économie solidaire. En outre, la gestion communautaire des forêts et des systèmes naturels est le meilleur moyen de protéger la biodiversité et de favoriser la réhabilitation des écosystèmes.

Une transition juste est donc essentielle pour construire un avenir habitable et durable fondé sur l'équité et la justice. Elle fournit un cadre pour accéder à une économie basée sur la démocratie énergétique, la souveraineté alimentaire, le contrôle des travailleurs et de la population sur l'environnement, et la protection du droit à l'eau, à la nourriture, à la terre et à l'énergie pour tous.

L'exemple positif de l'Écosse

Les Amis de la Terre Écosse ont fait de la transition juste l'objet de leurs principales campagnes des dernières années. Avec le Congrès syndical écossais et plusieurs autres syndicats, ils ont établi en 2016 un Partenariat pour une transition juste qui a formulé plusieurs demandes au gouvernement écossais.

Le Partenariat pour une transition juste est centré sur le besoin d'une politique industrielle visant à instaurer une économie à faible intensité de carbone et à garantir que les travailleurs et les communautés qui dépendent de secteurs fortement polluants ne fassent pas les frais de l'abandon prochain des combustibles fossiles.

Une transition juste rend nécessaire que les politiques et les plans concernant le changement climatique, la stratégie énergétique et la stratégie économique montrent comment seront créés des emplois nouveaux de bonne qualité, par exemple dans l'énergie éolienne off-shore, dans le déclassement des installations pétrolières et dans la construction de nouvelles infrastructures à faible intensité de carbone comme celle des transports publics.

En 2017, le Partenariat pour une transition juste a remporté une victoire : le gouvernement écossais a annoncé qu'il allait constituer une Commission de la transition juste.[22] D'autre part, il a confirmé qu'il allait créer la Banque nationale d'investissement et une entreprise d'État pour le secteur énergétique, lesquelles seront cruciales pour une transition juste. À condition que les attributions de la Commission soient associées aux plans concernant l'économie, l'énergie et le changement climatique et que les syndicats, les communautés et les écologistes y soient convenablement représentés, cette initiative pourrait être le catalyseur de la transformation économique et sociale de l'Écosse.

Pour changer vraiment les choses, il faut entreprendre sans délai de dresser des plans sectoriels et localisés pour transformer les économies aux plans national et local. La participation à ces processus des travailleurs, des entreprises, de la société civile et des communautés contribuerait à faire accepter – peut-être même avec enthousiasme – le besoin urgent d'un changement.

21 https://www.grain.org/article/entries/5102-food-sovereignty-five-steps-to-cool-the-planet-and-feed-its-people
22 https://foe.scot/cop23-just-transition-together/

09

NOUS EXIGEONS QUE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET CENTRÉE SUR LES GENS PUISSE RÉALISER TOUT SON POTENTIEL ET QUE LES OBSTACLES À SON PROGRÈS SOIENT ÉLIMINÉS.

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ! RÉUNION COMMUNAUTAIRE DANS UN ÉCOVILLAGE DE LA LOCALITÉ DE BANISHANTA.

- **SUNDARBANS** -

Bangladesh

© Luka Tomac / Les Amis de la Terre International

NOUS EXIGEONS QUE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE ET CENTRÉE SUR LES GENS PUISSE RÉALISER TOUT SON POTENTIEL ET QUE LES OBSTACLES À SON PROGRÈS SOIENT ÉLIMINÉS.

09

« DE NOS JOURS, LE SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE EST MAÎTRISÉ PAR LES GRANDS MONOPOLES DU SECTEUR. ILS NOUS TIENNENT CAPTIFS D'UNE ÉCONOMIE DE SURCONSOMMATION, À BASE DE COMBUSTIBLES FOSSILES, ET ILS PRENNENT DES DÉCISIONS FAVORABLES À LEURS PROPRES INTÉRÊTS FINANCIERS ET NON AUX INTÉRÊTS DES PEUPLES ET DE LA PLANÈTE. IL FAUT BRISER LE POUVOIR DE L'INDUSTRIE DES COMBUSTIBLES FOSSILES EN METTANT L'ÉNERGIE ENTRE LES MAINS DES COMMUNAUTÉS, DES GENS, DES PEUPLES. »

SUSANN SCHERBARTH, LES AMIS DE LA TERRE EUROPE.

La révolution énergétique dirigée par le peuple prospèrera si les conditions politiques et économiques lui sont favorables. Ces politiques et incitations doivent être décidées par les peuples et les communautés, et aller de pair avec l'élimination des subventions et des incitations à effet pervers accordées à l'énergie polluante et nuisible. Cela implique également de mettre fin aux fausses solutions, de rejeter la géo-ingénierie et de démanteler les accords de commerce nuisibles.

Des peuples de partout sont prêts à prendre le contrôle de leurs systèmes énergétiques. Or, il reste de gros obstacles à surmonter pour pouvoir mettre en place des systèmes énergétiques renouvelables, à petite échelle et contrôlés par la communauté.

Ces obstacles varient beaucoup d'un pays ou d'un endroit à l'autre, et ils dépendent souvent d'une myriade de facteurs : des politiques gouvernementales défavorables, l'insuffisance de ressources publiques nationales ou locales pour la mise en œuvre des initiatives communautaires, l'absence de programmes financiers justes et fiables, le manque de compétences et de connaissances, l'accès limité à des technologies renouvelables adaptées à l'endroit et résistantes au climat... Les différents contextes juridiques font que les législations nationales existantes ne favorisent pas la propriété communautaire ou, dans certains cas, qu'elles l'interdisent carrément.[23] Il existe même des pays qui opposent des restrictions à l'entrée de technologies. En Palestine, par exemple, les organisations qui installent des systèmes d'énergie solaire communautaire se heurtent à une barrière de taille du fait des restrictions auxquelles est soumise l'entrée des matériels nécessaires dans la bande de Gaza.

Bien des obstacles récurrents au progrès de la transformation énergétique sont attribuables à des actions délibérées des grandes entreprises.

Les intérêts commerciaux, privés et financiers tirent leur pouvoir du système énergétique actuel, injuste et non durable, et cherchent à éviter, à ralentir ou à corrompre les efforts de s'en détourner. Les bénéfices financiers de la production et la consommation d'énergie sont la source d'un pouvoir économique considérable qui, dans bien des cas, se traduit par un pouvoir politique exercé maintes et maintes fois pour avoir accès aux opportunités de gain que fournit le système énergétique mondial.

D'autre part, malgré leurs énormes marges bénéficiaires **les sociétés pétrolières continuent de recevoir une aide considérable des gouvernements, sous forme d'avantages fiscaux et de subventions**. Dans bien des pays les politiciens et les décideurs ont des rapports directs avec l'industrie énergétique destructrice et non durable, y compris des intérêts financiers.

Il faut mettre fin au subventionnement de l'énergie polluante destructrice du climat, et réorienter les fonds publics vers l'énergie renouvelable pour les peuples et les communautés. Le coût est un obstacle de taille à l'installation et la mise en œuvre de l'énergie renouvelable, en particulier pour les communautés les plus pauvres. Bien que l'énergie renouvelable devienne moins chère, et qu'un système énergétique appartenant à la communauté mette fin aux factures inabordables, les frais de démarrage pour installer un petit système renouvelable restent trop élevés pour la plupart des gens. Mais si on réussit à mobiliser des ressources pour aider les communautés, la révolution énergétique pourra atteindre tout son potentiel.

En outre, les accords internationaux de commerce et d'investissement obscurs permettent aux grandes entreprises de passer outre aux souhaits des gouvernements au moment de prendre des décisions sur l'énergie.[24] Les Amis de la Terre International travaillent coude à coude avec leurs alliés du monde entier pour éliminer la mainmise des transnationales sur les politiques énergétiques.

Les Amis de la Terre Palestine / PENGON ont participé en 2017 aux Journées d'action contre l'énergie polluante et pour la justice climatique. Ils se sont mobilisés en bicyclette dans la ville de Ramallah pour divulguer le message de la justice climatique.
© PENGON

23 *Community Power report*, ClientEarth 2014.
24 Good Energy Bad Energy.

BASMA GIACAMAN, DIRECTRICE DU CENTRE AL BASMA DE L'UNION DE FEMMES ARABES, GÈRE LE SYSTÈME D'ÉNERGIE SOLAIRE QUI ALIMENTE TOUTES LES INSTALLATIONS DU CENTRE. 2018.

- **BEIT SAHOUR** -

Palestine

10

NOUS EXIGEONS UN MONDE OÙ RÈGNE LA JUSTICE CLIMATIQUE, DÉBARRASSÉ DU PATRIARCAT ET DE TOUS LES SYSTÈMES D'OPPRESSION, DE DOMINATION ET D'INÉGALITÉ.

© Hussein Zohor / PENGON

NOUS EXIGEONS UN MONDE OÙ RÈGNE LA JUSTICE CLIMATIQUE, DÉBARRASSÉ DU PATRIARCAT ET DE TOUS LES SYSTÈMES D'OPPRESSION, DE DOMINATION ET D'INÉGALITÉ.

10

La justice climatique ne peut pas exister sans justice sociale. Nous devons œuvrer pour un avenir sans rapports de pouvoir inéquitables, où les êtres humains vivront en harmonie entre eux et avec la nature. Il s'agira d'un monde débarrassé des injustices, de la discrimination, du racisme, du sexisme, du classisme, de l'islamophobie, du militarisme, de la haine des LGBTQ et de toutes les formes d'oppression structurelle ou économique.

La lutte pour la justice climatique a lieu dans le contexte d'une avancée de l'idéologie et du programme d'une extrême-droite populiste. Il faut tenir compte de ce contexte au moment de réclamer un système énergétique pour les peuples. Non seulement l'actuel système énergétique polluant et la crise climatique qui en découle sont le résultat des inégalités, de l'extractivisme, du patriarcat, du néolibéralisme et du (néo)colonialisme, mais l'influence de ces idéologies sur les gouvernements, sur les politiques publiques et sur les institutions a entravé et ralenti les progrès vers la justice climatique.

Les décennies d'inaction qui ont caractérisé la plupart des pays les plus riches du Nord sont dues en grande partie au peu d'importance que ces pays ont accordée aux populations noires, brunes de peau et pauvres, celles qui subissent aujourd'hui les pires effets du climat. Il a fallu que le changement climatique touche de façon visible les économies et les pays du Nord à la population majoritairement blanche pour que la communauté mondiale commence à s'apercevoir de l'urgence du problème. Tel est le résultat d'avoir un système économique et politique blanc, classiste, patriarcal et centré sur les pays du Nord.

La vie de tous est également importante. Beaucoup de personnes de couleur ont perdu leurs moyens d'existence ou la vie à cause des inondations, de la sécheresse, des glissements de terrain, des coulées de boue, des typhons, des ouragans et d'autres phénomènes climatiques rendus extrêmes par le réchauffement des sols, des mers et de l'air. La plupart sont mortes en défendant leur territoire contre des projets destructeurs des grandes entreprises. Aucune mort n'est acceptable. L'exigence de justice climatique passe par l'élimination de l'oppression et de la domination.

Tout comme les gens de couleur et les peuples indigènes, les femmes subissent de façon disproportionnée le changement climatique. Du fait de la division sexuelle du travail dans les sociétés patriarcales, les femmes sont les principales responsables de l'entretien du foyer et de la famille ; c'est à elles d'obtenir du combustible pour la cuisine et le chauffage, de trouver de l'eau, de planter, récolter et préparer les aliments, de s'occuper des enfants, des vieillards et des malades. Tout ce travail n'est pas rémunéré, n'est pas apprécié et passe inaperçu, et les effets du changement climatique le rendent beaucoup plus difficile. La situation est encore plus grave pour les femmes de couleur, pour les femmes autochtones, pour celles des classes ouvrières et pour les LGBTQ, car elles se battent en même temps contre des formes d'oppression multiples et liées entre elles. En effet, les systèmes oppresseurs ne fonctionnent pas séparément, ils ne se concurrencent pas, ils se renforcent mutuellement et, au moyen de l'exploitation, aident les élites privilégiées de la société dans leur quête incessante d'accumulation de biens matériels.

Les femmes sont souvent les dernières auxquelles on demande leur avis au moment de prendre des décisions concernant les systèmes énergétiques. **Quand elles ne sont pas consultées, leurs besoins en matière d'énergie ne sont pas satisfaits et leurs connaissances et solutions ne sont pas prises en compte.** Ainsi, les rapports de pouvoir au sein des communautés sont encore plus déséquilibrés, les inégalités se creusent et cela finit par affecter la communauté entière.

Pourtant, les femmes ne sont pas des victimes. Elles sont les protagonistes de la lutte contre l'énergie polluante et pour la défense des territoires. Elles réclament l'accès aux ressources naturelles. Elles sont en train de renforcer leur autonomie économique, politique et physique au sein de la société. Elles exigent que l'on cesse d'exploiter leurs corps et leur travail et qu'on les reconnaisse comme sujets politiques.

Quand nous réclamons la justice climatique, nous réclamons de mettre fin à tous les systèmes qui dévaluent et exploitent les femmes, les peuples et l'environnement. Nous devons mettre la durabilité de la vie au centre de l'organisation sociale et apprécier l'interdépendance écologique des êtres humains et de la nature. La justice climatique est inséparable de la justice sociale et de la justice de genre.

Les Amis de la Terre Palestine encouragent les femmes à devenir des leaders de l'énergie durable.

Depuis 2016, PENGON – Les Amis de la Terre Palestine luttent pour la souveraineté énergétique et apprennent aux communautés marginalisées (dont celles de Gaza et des bédouins de Cisjordanie) à construire et entretenir des unités solaires. Ces activités ont permis au personnel et aux membres de PENGON de comprendre que la pénurie d'énergie a des impacts différenciés sur les femmes et que celles-ci jouent un rôle clé dans la politique énergétique.

Traditionnellement, les femmes s'occupent du foyer et produisent et vendent des produits laitiers comme le lait et le yaourt. Du fait du manque d'énergie, la qualité de ces produits diminue et donc les revenus de la famille, en plus d'augmenter le nombre d'heures de travail des femmes (qui travaillent davantage d'heures par jour que les hommes). Or, quand les femmes disposent d'énergie suffisante elles peuvent stocker leurs produits dans le réfrigérateur, ce qui accroît les revenus de la famille et renforce l'autonomie économique des femmes dans leur famille et leur communauté.

La participation des femmes dans le secteur de l'énergie renouvelable palestinien n'a jamais été visible ni encouragée. À présent, PENGON met en œuvre un projet destiné à permettre aux femmes de jouer un rôle actif dans la prise de décisions. En se centrant en particulier sur les femmes des communautés bédouines (où le degré d'acceptation des femmes dans les espaces décisionnels est faible), le projet les aide à faire face aux obstacles et aux difficultés et à formuler des recommandations collectives concernant la politique et la législation énergétique, afin qu'elles puissent devenir des leaders dans ce domaine et influer sur les décisions.

CONCLUSION : NOUS AVONS BESOIN DU POUVOIR POPULAIRE

Le présent manifeste est le résultat de plusieurs années de dialogue entre les organisations membres des Amis de la Terre et leurs alliés. Il concrétise l'engagement des Amis de la Terre International à mettre en œuvre les changements mentionnés et à transformer ensemble le système énergétique.

Le manifeste est aussi une invitation adressée à nos amis et camarades des mouvements écologistes et sociaux de partout à se joindre à nous et à redoubler d'efforts pour inaugurer ensemble un monde transformé.

Dans le monde entier, des gens sont en train de mettre en œuvre des solutions qui défient le système et nous rapprochent du type de sociétés durables dont nous avons besoin. Cependant, ces projets sont encore trop peu nombreux ; à beaucoup d'endroits les solutions à petite échelle et menées par les communautés ne sont pas accessibles ou n'avantagent pas tout le monde, ou ne sont pas proportionnées aux besoins. Nous devons réfléchir au pouvoir que nous détenons en tant que mouvement. Comment pouvons-nous le renforcer ?

Comment pouvons-nous accroître, renforcer et reproduire la construction d'alternatives populaires et durables ? Comment pouvons-nous mettre nos compétences, nos savoirs et nos ressources au service du renforcement et de la multiplication des initiatives qui préfigurent un système énergétique juste, durable et qui ne nuise pas au climat ?

Nous énonçons ci-dessous quelques engagements que nous pouvons prendre de façon collective et à plusieurs niveaux. Chacun représente un pas vers le changement de système. Chaque activité à entreprendre doit accroître le pouvoir des gens et nous rapprocher d'une vie en harmonie avec la nature.

Ces engagements et les principes exposés dans ce manifeste seront la rampe de lancement de discussions, de stratégies et d'actions des mouvements nationaux, régionaux et mondiaux dans les années à venir.

Les concepts qui figurent dans ce manifeste ne sont pas immuables. Ils évoluent sans cesse et leur interprétation s'approfondit constamment grâce au dialogue et à l'expérience. Nous vous invitons tous à discuter de nos demandes, à considérer comment elles s'appliquent à votre contexte local, national ou régional, et à vous engager avec nous sur le chemin d'un avenir juste et durable.

À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, MAINTENANT !

LES VOIES VERS LE CHANGEMENT DE SYSTÈME

CHANGER LE SYSTÈME ET RENFORCER LE POUVOIR POPULAIRE

Nous allons encourager les débats politiques aux plans national et local. Nous renforcerons nos alliances avec les mouvements de femmes, les organisations antiracistes, les organisations pour les droits des LGBTQ, les mouvements ruraux et les mouvements autochtones, afin de mettre en place des stratégies pour le changement de système. Nous veillerons à ce que nos bases activistes soient plus diverses et engagées. Nous passerons le micro aux peuples indigènes et aux communautés en ligne de front. Nous analyserons quel pouvoir nous avons collectivement et où ce pouvoir peut être exercé.

Au plan international, nous créerons des espaces où les mouvements sociaux pourront converger et s'unir. Nous faciliterons le dialogue et la formation d'alliances, et parviendrons à partager une même vision avec tous ceux qui œuvrent pour le changement de système. Nous dresserons la carte de notre pouvoir. Nous vérifierons et mettrons en commun nos compétences et nos ressources. Nous continuerons de combattre le pouvoir des grandes entreprises dans les institutions mondiales, jusqu'à ce que ce pouvoir soit démantelé. Nous apporterons du soutien aux efforts de mobilisation qui visent à dénoncer l'injustice et à mettre fin à toutes les formes d'oppression.

TRANSFORMER L'ÉNERGIE

Aux plans national et local, nous encouragerons le dialogue afin de mieux comprendre les questions de nationalisation, de propriété et de contrôle public ou social des ressources énergétiques, des infrastructures et des industries à forte intensité d'énergie, et de mieux savoir comment s'attaquer aux grands consommateurs d'énergie comme les secteurs des transports, de l'alimentaire et de l'expédition. Nous prêterons main forte aux initiatives communautaires en contribuant à la formation d'alliances et à la communication entre les organisations locales et les communautés concernées par des projets énergétiques, pour qu'elles puissent partager leurs expériences et leurs compétences. Le degré de contrôle exercé par les entreprises ou par la société sur les politiques et les infrastructures énergétiques varie suivant les pays et les localités. Nous déterminerons quels obstacles s'opposent à l'énergie communautaire dans les divers contextes et pousserons les communautés à les aborder ensemble.

Au plan international, nous continuerons de travailler avec ceux qui souhaitent transformer le système énergétique et avec ceux dont les compétences sont nécessaires pour y parvenir. Ce processus inclura les communautés concernées, les communautés sans accès à de l'énergie, les usagers et les travailleurs du secteur énergétique, les militants, les universitaires et les techniciens spécialisés parmi d'autres. Nous mettrons en lumière les solutions réelles, afin que les gens comprennent qu'il existe d'autres options et qu'elles fonctionnent.

PARVENIR À LA JUSTICE CLIMATIQUE

Aux plans national et local, nous affronterons ceux qui prennent les décisions concernant la politique énergétique et climatique. Nous les mettrons en demeure de prendre leur part de responsabilité dans la lutte pour le climat. Dans les pays du Nord, nous chercherons à exposer et à mobiliser des sources innovantes de financement public pour le climat. Nous mènerons des campagnes d'aide et de solidarité véritable à l'égard des mouvements des pays du Sud pour le climat. Dans le Nord comme dans le Sud, nous rendrons les gouvernements responsables de leur inaction par rapport au changement climatique.

Au plan international, nous continuerons de dénoncer les pays riches qui se dérobent à leurs responsabilités vis-à-vis du changement climatique. Nous allons investiguer et exposer les sources de richesse et exiger un transfert financier adéquat du Nord vers le Sud. Nous mettrons sous le feu des projecteurs ceux qui ne respectent pas la part de responsabilité qui leur revient.

L'énergie solaire est utilisée dans la région indigène de Kuna Yala, au Panama.
© Ronnie Hall

TRAVAILLER ENSEMBLE

Aux plans national et local, nous nous mettrons en contact et renforcerons nos communications avec les syndicats pour travailler ensemble pour une transition juste. Nous nous écouterons les uns les autres, nous nous ferons confiance et trouverons des terrains d'entente. Nous rejoindrons et soutiendrons les actions des syndicats destinées à défendre les droits des travailleurs, à combattre la privatisation et à lutter pour la propriété publique. Nous travaillerons avec eux pour déterminer quels seront les effets de notre politique climatique et énergétique sur les travailleurs.

Au plan international, il est fondamental de former des alliances de longue durée. Nous continuerons de développer nos rapports avec les organes syndicaux internationaux. Nous trouverons les domaines de travail communs, tels que les droits des travailleurs migrants, l'élimination de l'impunité des grandes entreprises, et les droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement en énergie renouvelable. Nous approfondirons nos connaissances sur les conséquences d'une politique climatique internationale pour les travailleurs de secteurs tels que l'alimentaire, la pêche et les transports, et non seulement de ceux qui dépendent directement des combustibles fossiles. Nous nous efforcerons de faire participer à notre analyse d'autres organisations pour la justice environnementale.

IL N'EXISTE PAS DE PLAN DÉFINITIF SUR LA FAÇON DE RÉALISER LA TRANSFORMATION. NOUS NE PRÉSENTONS QUE QUELQUES PROPOSITIONS DE MESURES PROACTIVES QUE NOUS POUVONS PRENDRE POUR ACCÉLÉRER LE CHANGEMENT ; NOUS ALLONS LES DÉVELOPPER PENDANT LES PROCHAINES ANNÉES ET CRÉER ET METTRE EN COMMUN DES RESSOURCES POUR LES MILITANTS, LES COMMUNAUTÉS ET LES ORGANISATIONS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LA JUSTICE SOCIALE QUI TIENNENT À AMENER CE CHANGEMENT.

Grandes manifestations à Paris à la fin des pourparlers de la CdP 21 sur le climat, le 12 décembre 2015.
© Luka Tomac / Les Amis de la Terre International

Manifestation des Amis de la Terre International. 'Marche pour la justice climatique'. Copenhague.
© Christoffer Askman

À NOUS LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE, TOUT DE SUITE !

ENSEMBLE, NOUS POUVONS TRANSFORMER LE SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

amis de la terre international
NOVEMBRE | 2018

LES AMIS DE LA TERRE DANS LE MONDE

Afrique

Cameroun
Ghana
Liberia
Mali
Maurice
Mozambique
Nigeria
Sierra Leone
Afrique du Sud
Swaziland
Tanzanie
Togo
Tunisie
Ouganda

Asie-Pacifique

Australie
Bangladesh
Indonésie
Japon
Malaisie
Népal
Palestine
Papouasie-Nouvelle Guinée
Philippines
Corée du Sud
Sri Lanka
Timor oriental

Europe

Autriche
Belgique *(Flandre)*
Belgique *(Wallonie et Bruxelles)*
Bosnie et Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Chypre
République tchèque
Danemark
Angleterre, Galles et Irlande du Nord
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Allemagne
Hongrie
Irlande
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Macédoine *(ex République yougoslave de)*
Malte
Pays-Bas
Norvège
Pologne
Écosse
Slovaquie
Slovénie
Espagne
Suède
Suisse
Les Jeunes Amis de la Terre Europe

Amérique latine et Caraïbes

Argentine
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Curaçao *(Antilles)*
El Salvador
Grenade *(Antilles)*
Guatemala
Haïti
Honduras
Mexique
Paraguay
Uruguay

Amérique du Nord

Canada
États-Unis

Russie

Russie

WWW.FOEI.ORG/FR/SOUVERAINETEENERGETIQUE / www.foei.org/fr

mobiliser résister transformer

Les Amis de la Terre International
Secrétariat
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam
Pays-Bas

Téléphone : +31 (0)20 6221369 Fax : +31 20 639 2181
info@foei.org twitter.com/FoEInt_fr
facebook.com/foeint

Les Amis de la Terre International